



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la Coordination et du  
Soutien Interministériels  
Bureau de l'environnement**

**Arrêté préfectoral n°A6658 du 07 MAI 2026**  
**portant prorogation du délai d'interruption de l'activité de l'installation de Madame**  
**Valérie CAILLAUD, situé « le Terrier » à Rorthais, sur la commune de Mauléon dont le**  
**siège social se situe 21 rue des écureuils à La Chapelle-Largeau, sur la commune de**  
**Mauléon (79 700)**

**Le préfet des Deux-Sèvres,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

**Vu** le chapitre II de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED ;

**Vu** l'ordonnance n° 2012-7 du 05 janvier 2012 portant transposition du chapitre II de la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

**Vu** la décision (UE) n° 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier l'article R.512-74 ;

**Vu** le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 nommant Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

**Vu** le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

**Vu** le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques

n°2101 et n°3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la prise d'acte n° A3652 du 18 juin 2001 pour une augmentation des effectifs à 59 500 animaux équivalents ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 3750 du 18 octobre 2001 suite à la modification du plan d'épandage ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000 du 11 septembre 1986 pour 56 000 volailles de plus de 30 jours en présence simultanée (poulets et pintades) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

**Vu** la prise d'acte n° A6037 du réexamen des conditions d'exploitation au regard de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED ;

**Vu** le changement d'exploitant n° A6190 du 29 mai 2020 suite au passage de la SCEA LES ROBLINS à Valérie CAILLAUD.

**Vu** la demande de prolongation du délai de l'autorisation d'élevage formulée par l'exploitante Madame Valérie CAILLAUD par courriel en date du 15 avril 2026 ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 28 avril 2026 ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 7 mai 2026 pour lui permettre de formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** les observations de l'exploitant reçues par courriel en date du 7 mai 2026 ;

**Considérant** que l'exploitant du site d'élevage a effectué une demande justifiée de prorogation du délai d'interruption de l'activité de son site au 31 décembre 2027 ;

**Considérant** que l'exploitation a été placée en liquidation judiciaire, entraînant l'interruption de l'activité et l'impossibilité matérielle de respecter le délai de 2 ans fixé par l'arrêté préfectoral pour permettre une éventuelle reprise de l'exploitation ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : PROROGATION DU DÉLAI DE MISE EN SERVICE**

Le délai d'interruption de l'activité du site d'élevage de Madame Valérie CAILLAUD situé « le Terrier » à Rorthais, sur la commune de Mauléon (79 700), dont le siège social se situe 21 rue des Écureuils à La Chapelle-Longueau, est prorogé jusqu'au 31 décembre 2027.

## **ARTICLE 2 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) » :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **ARTICLE 3 – PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions des articles R.512-46-24 et R.181-44 du Code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de MAULÉON et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de MAULÉON pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 4 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, le maire de MAULÉON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à Madame Valérie CAILLAUD.

Niort, le 07 MAI 2026

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,

  
Patrick VAUTIER

